

AMÉNAGEMENT CONFIGNON APPROUVE LA MODIFICATION DE LA ZONE DE BERNEX-EST

Une semaine après la commune de Bernex, c'est au tour du Conseil municipal de Confignon d'approuver la modification de zone de Bernex-Est. Ce vote permet de confirmer la voie à la construction d'une première étape de 1600 logements, a fait savoir lundi le canton de Genève. Le Conseil municipal de Confignon a adopté la modification à l'unanimité. Il a toutefois émis une réserve, concernant la réalisation d'un P+R au lieu-dit La Goutte, que la commune appelle de ses vœux. Dans le cadre de la première étape de réalisation du grand projet de Bernex, la commune de Confignon accueillera entre 200 et 250 logements et cinquante emplois sur son territoire au lieu-dit Vuillonex, qui comprendra aussi un parc public.

ATS

L'Université investit dans la chasse aux exoplanètes

Astronomie ► L'Observatoire astronomique de l'université de Genève inaugure lundi AstroTech, son nouveau bâtiment.

Voilà vingt et un ans que l'université de Genève et son observatoire situé à Versoix se sont érigés en figures incontournables en matière de planétologie, et ce grâce à la découverte en 1995 de la première exoplanète par les astrophysiciens suisses Michel Mayor et Didier Queloz, tous deux chercheurs au sein de l'institution. Aujourd'hui, celle-ci manifeste le désir de maintenir cette position. Elle s'est de fait dotée, grâce aux soutiens financiers de l'Etat de Genève et de la Confédération (pour un montant de 17,3 millions), d'un bâtiment flambant neuf baptisé AstroTech et de dispositifs

dernier cri destinés à enrichir nos connaissances dans le domaine des planètes extrasolaires.

C'est donc avec enthousiasme que Pierre Bratschi, chercheur au sein du projet PlanetS, a présenté, lors de la conférence de presse de ce lundi le spectrographe Espresso. Placé dans un espace protégé de la poussière afin de ne pas altérer sa précision, celui-ci permettra de déterminer les masses de planètes aussi petites que la Terre, grâce à l'influence gravitationnelle de ces dernières sur leurs étoiles. Notons que, jusqu'à aujourd'hui, de telles mesures ne pouvaient s'appliquer qu'à des corps présentant une taille équivalente ou supérieure à Neptune (dix-sept fois plus massive que la Terre). Testé à Genève d'ici à fin 2016, le spectrographe rejoindra en-

suite le désert d'Atacama, au Chili, et récoltera des données qui seront à leur tour envoyées aux chercheurs genevois.

Outre le dispositif Espresso, l'Observatoire de Sauverny se chargera également d'exploiter et d'analyser les données du satellite Cheops, dont la tâche sera de mesurer la taille des planètes au sujet desquelles les chercheurs s'interrogent. En croisant ainsi taille et masse, ces derniers devraient dès lors être en mesure de déterminer la nature – rocheuse ou gazeuse – de ces astres mystérieux, afin de mieux détecter de potentielles «nouvelles Terres».

Une journée portes ouvertes au cours de laquelle se dérouleront visites et animations accueillera les curieux ce samedi 2 juillet.

ALINE ZUBER

Le prix de la Genferrei remis aux lauréats



Musée d'art et d'histoire. Lundi soir au Conseil municipal, le chef de la Culture en Ville de Genève, Sami Kanaan, a été pressé de questions à propos de la future école de patinage que le champion Stéphane Lambiel ne dirigera pas. Mais aucun répit: à la pause, le comité occulte de la Genferrei lui a ensuite remis la feuille d'or du marronnier fou pour le Musée d'art et d'histoire. A ses côtés, son adversaire farouche durant la campagne, l'élue Maria Pérez, a partagé avec lui cette distinction. Elle avait été parodiée par la journaliste de One FM Ghufan Bron, dont le sketch lui a valu de remporter les suffrages de ses pairs la semaine passée. Lors de la remise du prix, Tobia Schnebli s'est invité déguisé en Nosferatu!, clin d'œil à l'affiche de campagne des référendaires qui avait fait polémique. Une Genferrei est un projet qui ne se réalise pas et coûte très cher.

RACHAD ARMANIOS

Vernier mise sur l'expression et la confiance en soi, espérant permettre aux jeunes enfants d'envisager leur parcours scolaire plus sereinement.

Vernier s'attaque aux inégalités dès le plus jeune âge



FLORIAN ERARD

Éducation ► Par la valorisation du langage, la commune de Vernier veut «favoriser l'égalité des chances et la réussite scolaire». Ceci en intervenant dès le bas âge, au sein des institutions de la petite enfance. Le projet pilote, qui a démarré en 2014, se poursuit et Vernier espère devenir un modèle en la matière.

L'université de Genève assure l'observation de l'expérience et la formation des équipes pédagogiques. Le Bureau de l'intégration des étrangers soutient financièrement le projet (130 000 francs sur trois ans) puisqu'il s'inscrit dans le Plan d'intégration cantonal.

Le programme se nomme Parle avec moi (PAM). Le postulat sur lequel se fonde l'expérience est qu'une amélioration de l'acquisition du langage offre

de nombreux atouts pour la suite du parcours des enfants, comme l'apprentissage facilité de la lecture et de l'écriture. Concrètement, PAM prévoit des ateliers du langage avec un travail en petits groupes, soit un éducateur pour un à trois enfants de même niveau. Utilisant des imagiers ou des pictogrammes, le personnel éducatif encourage l'expression des enfants, leur laissant le temps de développer un récit sur la base de ce qu'ils voient. PAM comprend aussi des rencontres avec des parents pour sensibiliser à l'importance du langage et les inciter à valoriser leur langue d'origine à la maison, le multilinguisme étant considéré comme un atout pour l'apprentissage d'autres langues. L'université de Genève apporte son soutien en proposant des observations détaillées sur le comportement des élèves durant les ateliers. Des fiches permettent d'effectuer un suivi rapproché

de chaque élève, de voir les progrès et de détecter d'éventuels dysfonctionnements chez l'enfant.

Le langage, base de tout apprentissage

L'objectif final de la démarche? Donner davantage d'outils aux enfants issus de milieux moins favorisés (situation socio-économique peu avantageuse, faible exposition au langage écrit) afin qu'ils puissent entamer leur cursus scolaire dans de bonnes conditions. Selon des études, les enfants de 3 ans d'un milieu favorisé connaissent environ mille mots, cinq cents pour ceux issus d'un contexte moins favorable. Un enjeu d'importance pour Vernier, selon Thierry Apothéloz, conseiller administratif de la Ville de Vernier chargé de la Petite enfance: «Nous affichons le plus haut taux de chômage du canton ainsi que le plus haut taux d'enfants allophones», précise-t-il.

Quid des premiers résultats? L'expérience n'étant qu'à sa deuxième année d'existence, aucune observation scientifique n'a pu être avancée pour étayer l'hypothèse de réduction des inégalités. M. Apothéloz affirme toutefois que les parents sont satisfaits des progrès de leurs enfants qu'ils estimaient parfois «en retard». Sur le terrain, les professionnels constatent que les enfants initialement timides prennent confiance. «Ils sont ensuite plus libres de s'exprimer dans un groupe où les grands parleurs ont l'habitude de prendre le dessus», explique Raphaël Steffen, chargé du projet PAM.

Si le projet pilote n'a pas encore déployé les effets attendus, il a déjà inspiré l'Hospice général, qui mène une expérience similaire avec les 2 à 4 ans dans les foyers de requérants d'asile d'Anières et de Saconnex. I

Sur le terrain, les professionnels constatent que les enfants initialement timides prennent confiance. FED

Un prêt de 20 millions pour rénover l'ONU

Ville de Genève ► Lundi soir, le Conseil municipal de la Ville de Genève a accepté à la quasi-unanimité de prêter 20 millions de francs, remboursables sur trente ans, pour la rénovation des bâtiments de l'ONU à Genève. Le Grand Conseil a déjà accepté le prêt de 88 millions et le Conseil national un autre de 292 millions – le Conseil des Etats doit encore se prononcer. Le coût total est de 836,5 millions, l'ONU sollicitera donc aussi ses Etats membres. Le chantier doit démarrer en 2017 pour se terminer en 2023.

Le vote de la Ville de Genève, siège de l'ONU, est «stratégique et essentiel pour l'identité de la Genève internationale», qui en outre rapporte 1,8 milliard de retombées économiques, a plaidé la magistrate socialiste Sandrine Salerno.

Deux élus d'Ensemble à gauche ont émis des réserves du fait que le prêt est formellement accordé à la Fondation des immeubles pour les organisations internationales. «Il nous semble très risqué de faire transiter ces fonds par une fondation dont on n'a pas la certitude que sa gestion a été assainie», a défendu Pierre Gauthier. Et de rappeler que la Cour des comptes avait mis en lumière des dysfonctionnements dans cette fondation, tout en se défendant de chercher à péjorer la Genève internationale. Son groupe veut geler le prêt jusqu'à avoir l'assurance que les recommandations de la Cour soient réalisées. Le Conseil de fondation les a presque toutes mises en œuvre, a rétorqué le MCG Daniel Sormanni, ajoutant que la commission de contrôle de gestion du Grand Conseil surveillait de près ce dossier.

Le reste de la fraction d'Ensemble à gauche, suivie par les Verts, voulait par ailleurs conditionner le prêt à la condition que les marchés soient attribués en respectant l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP). «Il faut éviter que, comme pour le CEVA, une entreprise générale remporte le marché pour ensuite le sous-traiter. Il faut que des entreprises locales puissent participer», a défendu Morten Gisselbaek.

L'ONU ne peut que s'engager à faire un appel d'offres international auxquelles les entreprises locales pourront participer comme les autres, a balayé M^{me} Salerno, rappelant que le CEVA était «en plein dans les AIMP». Et d'ajouter que l'ONU a promis qu'elle ouvrirait ses portes aux commissions paritaires pour surveiller les chantiers.

Par 67 oui, six abstentions (Ensemble à gauche) et deux non (Ensemble à gauche), le délibératif a finalement accepté le prêt. RACHAD ARMANIOS

UDC

CHRISTINA MEISSNER DÉFINITIVEMENT EXCLUE



Réunion en assemblée générale extraordinaire, l'UDC a, lundi soir, définitivement exclu de ses rangs Christina Meissner, qui avait recouru contre la décision du comité directeur. Il est reproché à la députée d'avoir accepté la vice-présidence du Grand Conseil au mépris de la décision de son groupe. RA